

**Convention collective départementale**

IDCC : 1274. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES  
DE CORRÈZE**

**(30 septembre 1983)**

(Etendue par arrêté du 27 août 1984,  
*Journal officiel* du 5 septembre 1984)

■ *Journal officiel* du 26 janvier 2006

**Arrêté du 17 janvier 2006 portant extension d'un avenant à la  
convention collective des industries métallurgiques de la Corrèze  
(n° 1274)**

NOR : SOCT0610149A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 27 août 1984 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 9 octobre 2003, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques de la Corrèze du 30 septembre 1983 et des textes qui l'ont complétée ou modifiée ;

Vu l'avenant n° 64 du 2 novembre 2005, relatif aux rémunérations annuelles garanties, aux rémunérations minimales hiérarchiques et à diverses primes, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 27 décembre 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employés et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques de la Corrèze du 30 septembre 1983, modifié par

l'avenant n° 58 du 6 juillet 1995 tel qu'étendu par l'arrêté du 5 janvier 1996, les dispositions de l'avenant n° 64 du 2 novembre 2005, relatif aux rémunérations annuelles garanties, aux rémunérations minimales hiérarchiques et à diverses primes, à la convention collective susvisée.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 janvier 2006.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le chef de service,*

J. BLONDEL

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/50, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.